

## L'Inde lance un vaste programme pour éradiquer la faim

Approuvée par le gouvernement indien, « la loi pour la sécurité alimentaire » prévoit d'aider 800 millions de personnes. Le projet vise à éradiquer la faim dans un pays où près d'un enfant sur deux est sous-alimenté.

### Pourquoi une loi contre la faim en Inde?

Traumatisée par les grandes famines qui ont jalonné son histoire jusqu'au-delà des années 1940, l'Inde a transformé son agriculture à la fin des années 1960. La révolution verte marquée par une politique volontariste de mécanisation et d'usage d'engrais a permis au pays de devenir un géant agricole. La fédération indienne produit désormais suffisamment de riz, de blé et de légumes pour nourrir 1,2 milliard d'habitants.

Mais les 800 millions d'Indiens qui vivent avec moins d'1,50 € par jour n'ont pas accès à une nourriture riche et diversifiée. « *Un tiers des humains sous-alimentés dans le monde vivent en Inde* », rappelle Étienne du Vachat, responsable du plaidoyer chez Action contre la faim. La hausse des prix des denrées alimentaires ces dernières années a aggravé la situation des paysans et des citadins les plus pauvres.

Selon les études les plus récentes, près d'un enfant sur deux de moins de 5 ans souffre de malnutrition chronique. Dans les régions les plus pauvres, 59 % des petits Indiens souffrent de retards de croissance. Des taux supérieurs à ceux du Niger ou du Mali.

### Que prévoit cette loi?

L'Inde veut mettre à l'échelle du pays des programmes expérimentés depuis les années 1970. Près de 800 millions de personnes, soit 67 % de la population, pourront accéder à des stocks de céréales à des prix défiant toute concurrence. La loi sur la sécurité alimentaire prévoit en effet la vente de 3 à 7 kg de céréales (riz et farines) par personne et par mois au tarif de quelques centimes d'euros. La quantité de céréales subventionnées variera selon les niveaux de revenus de chacun.

Ces projets s'accompagnent d'aide financière aux femmes enceintes et allaitantes et de rations alimentaires adaptées aux jeunes enfants. « *Parce qu'elle laisse de côté les questions de santé ou de Sécurité sociale, l'approche indienne de lutte contre la faim n'est pas aussi complète que le programme "Faim zéro" lancé au Brésil* », note Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation. « *Mais elle présente un autre avantage. En choisissant la procédure législative, l'Inde fait une avancée très importante en faveur de la notion de droit à l'alimentation.* »

### Quelles sont les interrogations autour de ce programme?

La loi pour la sécurité alimentaire a fait l'objet d'intenses débats en Inde au cours des douze derniers mois. Une partie de la classe politique et des économistes juge son coût exorbitant alors que la croissance connaît un sévère ralentissement. Il en coûterait une quinzaine de milliards d'euros par an aux finances de l'État, selon le parti du Congrès qui soutient la mesure.

D'autres interrogations portent aussi sur l'identification des 800 millions de pauvres, les risques de détournement de l'aide publique de la part d'une administration notoirement corrompue ou l'impact sur l'agriculture familiale. Aux dires d'économistes, les ventes subventionnées de céréales peuvent faire baisser les cours, provoquant par ricochet le recul des revenus des paysans.

**OLIVIER TALLÈS**